

Université PANTHEON – ASSAS (PARIS II)

Droit – Economie – Sciences sociales

Melun

Session : Janvier 2017

Année d'étude : Première année de Licence Droit

Discipline : ***Problèmes économiques contemporains***

(Unité d'Enseignements Complémentaires 1)

Titulaire du cours : Mme Geneviève Grangeas

Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)

REMARQUES

A lire avant de commencer

L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.

L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.

*On signale par ailleurs que **le barème peut comporter des points négatifs.***

QUESTIONS

- 1 - On définit le chômage à partir de
- | | |
|--|--|
| a l'ensemble des personnes privées d'emploi et en recherchant un | e l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un dans les plus brefs délais |
| b l'ensemble des personnes de 15 ans et plus recherchant un emploi | f l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, totalement privées d'emploi et en recherchant un tout à fait activement |
| c l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un | |
| d l'ensemble des ménages de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un | |
- 2 - L'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un constitue l'ensemble des
- | | | |
|------------------------------|-------------------|--|
| a sans emploi | d inactifs | f personnes regroupées dans ce qu'on appelle le halo du chômage |
| b chômeurs | e actifs | |
| c demandeurs d'emploi | | |
- 3 - Les statistiques du chômage sont construites à partir de
- | | |
|---|--|
| a l'enquête Emploi de l'Insee | d sondages réguliers |
| b la définition du chômage fournie par le BIT | e déclarations des entreprises |
| c le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi | f déclarations des organismes sociaux versant les prestations |

- 4 - Selon l'enquête Emploi de l'Insee, pour être considéré comme chômeur "au sens du BIT", il faut remplir les critères suivants
- a être dépourvu d'emploi, c'est-à-dire ne même pas avoir travaillé une heure durant la semaine qui sert de référence à l'enquête
 - b être dépourvu d'emploi, c'est-à-dire avoir travaillé une heure ou à peine plus durant la semaine qui sert de référence à l'enquête
 - c être disponible pour prendre un emploi
 - d être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
 - e avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent
 - f avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois
- 5 - Quand on parle de halo autour du chômage, on pense à des situations du type
- a travailleur à temps partiel involontaire
 - b emploi aidé
 - c chômeur découragé
 - d personne en recherche de travail non disponible immédiatement
 - e demandeur d'emploi en stage
 - f bénévole dans une association
- 6 - En 2015, le chômage au sens du BIT s'élève, en France, à
- a 2,7%
 - b 6%
 - c 8%
 - d 9%
 - e 10%
 - f 12%
- 7 - En 2015, en matière de taux de chômage, la France se caractérise par
- a le taux le plus élevé de l'Union européenne
 - b un taux proche du taux moyen de la zone euro
 - c un taux approximativement deux fois plus élevé que celui de l'Allemagne
 - d un taux approximativement deux fois plus faible que celui de la Grèce
 - e un taux approximativement deux fois plus faible que celui de l'Allemagne
 - f un taux approximativement deux fois plus élevé que celui de la Grèce
- 8 - En 2015, en France métropolitaine, est ou sont caractérisées par un taux de chômage supérieur à celui de l'ensemble de la population la ou les catégories suivantes
- a les femmes
 - b les jeunes de 15-24 ans
 - c les non diplômés
 - d les diplômés du supérieur
 - e les cadres
 - f les ouvriers
- 9 - On parle de segmentation du marché du travail au sujet du fait que
- a les travailleurs ne sont pas forcément tous mobiles sur un plan géographique
 - b certaines régions sont économiquement sinistrées
 - c le contexte économique a pu conduire au démantèlement de certaines entreprises
 - d les travailleurs ne sont pas forcément tous mobiles professionnellement parlant, en termes de qualification
 - e certains emplois peuvent être "réservés"
 - f les intérêts des travailleurs pourvus d'un emploi ne sont pas les mêmes que ceux des actifs qui en recherchent un
- 10 - Le SMIC est
- a le salaire minimum international de croissance
 - b le salaire modulé interprofessionnel en continuum
 - c le salaire minimum interqualifications de croissance
 - d le salaire minimum interprofessionnel conventionnel
 - e le salaire minimum interprofessionnel de croissance
 - f le salaire minimal interprofessionnel de croissance
- 11 - Le salaire minimum
- a est une spécificité française
 - b n'existe que dans certains pays d'Europe
 - c n'existe qu'en Europe
 - d n'existe qu'en Europe et aux États-Unis
 - e existe dans plusieurs pays d'Europe et d'autres pays du monde
 - f existe ailleurs qu'en France mais c'est en France qu'il est le plus élevé

- 12** - On peut lire dans les publications les deux informations suivantes : les trois quarts de la population active bénéficient d'un cdi ; l'intérim de moins de trois mois et les cdd de moins de trois mois représentent plus de 80% des embauches.
- a** Ces deux informations sont contradictoires
 - b** Les statisticiens devraient se mettre d'accord
 - c** Ces deux informations ne sont pas contradictoires, la première renvoie à une donnée de stock, la seconde à un flux
 - d** Ces deux informations ne sont pas contradictoires, la première renvoie à un flux, la seconde à un stock
 - e** Ces informations ne peuvent pas porter sur la même période ou le même pays
 - f** La seconde information est sans doute une information catégorielle
- 13** - Le chômage qui résulte de l'inadéquation partielle entre offres et demandes d'emplois est qualifié de chômage
- a** frictionnel
 - b** conjoncturel
 - c** structurel
 - d** de longue durée
 - e** segmenté
 - f** keynésien
- 14** - Le revenu disponible d'un ménage comprend
- a** les revenus d'activité
 - b** les revenus du patrimoine
 - c** les revenus de transfert
 - d** les impôts
 - e** la consommation
 - f** la formation brute de capital fixe
- 15** - Le niveau de vie d'un ménage, tel que défini par l'Insee, correspond au
- a** revenu disponible du ménage
 - b** revenu disponible divisé par le nombre de personnes du ménage
 - c** revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage
 - d** produit net du ménage
 - e** produit net divisé par le nombre de personnes du ménage
 - f** produit net divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage
- 16** - L'indice de Gini est
- a** un indicateur d'inégalités au même titre que le rapport interdéciles D9/D1
 - b** un indicateur d'inégalités à la différence du rapport interdéciles D9/D2
 - c** plus proche de 0 quand la situation est égalitaire
 - d** plus proche de 0 quand la situation est inégalitaire
 - e** plus proche de 1 quand la situation est égalitaire
 - f** plus proche de 1 quand la situation est inégalitaire
- 17** - On trouve sous la plume d'Adam Smith la remarque selon laquelle, en son temps, les Ecossais dépourvus de chaussures n'étaient pas considérés comme très pauvres, alors qu'en Angleterre, seuls les individus vivant dans un très grand dénuement n'en portaient pas. Cette remarque va dans le sens
- a** d'une conception de la pauvreté absolue
 - b** d'une conception de la pauvreté relative
 - c** d'une définition de la pauvreté fondée sur la définition d'un panier de biens et services de base
 - d** d'une définition de la pauvreté fluctuante
 - e** de l'UE, qui préconise d'adopter un seuil de pauvreté situé à 60% du revenu médian plutôt qu'à 50%
 - f** de l'UE, qui préconise d'adopter un seuil de pauvreté situé à 50% du revenu médian plutôt qu'à 60%
- 18** - La notion de pauvreté relative diffère de la notion de pauvreté absolue au sens où elle
- a** met l'accent sur le fait que la pauvreté ne dépend pas du pays et de l'époque dans lesquels on vit
 - b** met l'accent sur le fait que la pauvreté est relative au pays et à l'époque dans lesquels on vit
 - c** fonde sa définition sur un pourcentage
 - d** fonde sa définition sur un panier de biens
 - e** évolue chaque année en fonction de l'évolution des revenus et de leur répartition dans la population
 - f** est indépendante de l'évolution des revenus et de leur répartition dans la population

- 19** - Le seuil de pauvreté relative peut être situé à 40%, 50%, 60% ou 70% du revenu médian. Le taux de pauvreté
- a** sera d'autant plus élevé que le seuil sera plus faible
 - b** sera d'autant plus élevé que le seuil sera plus élevé
 - c** sera d'autant plus faible que le seuil sera plus faible
 - d** sera d'autant plus faible que le seuil sera plus élevé
 - e** dépend du nombre de personnes pauvres, qui n'a rien à voir avec le seuil retenu
 - f** diffère selon que l'on utilise l'un ou l'autre de ces seuils
- 20** - En matière d'impôt, un prélèvement fiscal est dit progressif si le montant prélevé est
- a** proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
 - b** moins que proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
 - c** plus que proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
 - d** forfaitaire
 - e** nul pour les personnes sans revenu
 - f** calculé de manière complexe, sur la base de tranches successives
- 21** - Dans le système français, contribue(nt) à la redistribution
- a** l'impôt sur le revenu
 - b** les impôts sur le patrimoine
 - c** la TVA
 - d** la distribution des minima sociaux
 - e** la fourniture de services gratuits ou quasi gratuits par les administrations publiques
 - f** les services de Pôle Emploi
- 22** - Des travaux de recherche ont mis en cause la distribution de bons alimentaires (*food stamps*) en début de mois aux personnes dont le niveau de revenu est situé en dessous d'un certain seuil, mesure mise en œuvre par certains États américains, sur la base
- a** de l'argument que cette politique coûte cher au contribuable
 - b** de l'argument que cette politique crée une catégorie de population assistée
 - c** de l'argument que cette politique est discriminante, voire stigmatisante
 - d** du constat d'inutilité : les supermarchés se trouvant dans les zones habitées par de nombreux ménages pauvres adaptent leurs prix à la population qui constitue leur clientèle
 - e** du constat d'inefficacité : les supermarchés se trouvant dans les zones habitées par de nombreux ménages pauvres augmentent leurs prix en début du mois
 - f** du constat d'effet pervers : en réalité, l'aide alimentaire se transforme pour partie en bénéfices réalisés par les supermarchés et en revenu pour les propriétaires de ceux-ci
- 23** - Dans les publications actuelles de la comptabilité nationale française, l'abréviation PIB signifie
- a** Production intérieure brute
 - b** Production interne des branches
 - c** Production indicée de base
 - d** Produit intérieur brut
 - e** Produit interne des branches
 - f** Produit indicé de base
- 24** - On évalue l'agrégat PIB en effectuant l'opération suivante
- a** la somme de toutes les productions réalisées sur le territoire
 - b** la somme des productions des unités institutionnelles résidentes
 - c** la somme des valeurs ajoutées des unités institutionnelles résidentes
 - d** la somme des consommations des unités institutionnelles résidentes
 - e** la somme des consommations, intermédiaires et finales, des unités institutionnelles résidentes
 - f** la somme des impôts versés par les unités institutionnelles résidentes
- 25** - Quand on veut évaluer l'évolution des quantités produites, on doit disposer de données de type
- a** PIB en valeur
 - b** PIB en volume
 - c** PIB à prix courants
 - d** PIB à prix constants
 - e** PIB en valeur et indice de prix
 - f** PIB à prix courants et indice de prix

- 26** - L'harmonisation internationale des règles régissant les procédures de comptabilité nationale s'explique par
- a** le fonctionnement individualiste des instituts de comptabilité nationale
 - b** l'hégémonie américaine
 - c** un souci de comparabilité internationale des données
 - d** l'absence de comparabilité internationale des données
 - e** au niveau mondial, les règles régissant le fonctionnement de l'ONU
 - f** au niveau européen, les règles régissant le fonctionnement de l'UE
- 27** - L'agrégat PIB, mesurant la production, prend en compte la production
- a** des entreprises opérant sur le territoire
 - b** de biens et services marchands effectués sur le territoire et par les filiales françaises à l'étranger
 - c** de services marchands et non marchands effectuée sur le territoire
 - d** de services domestiques assurée par les ménages pour leur propre compte
 - e** de services bénévoles assurés par les ménages
 - f** des administrations publiques
- 28** - La correction effectuée par l'Insee pour calculer le RNB notifié à l'UE, agrégat permettant de calculer la contribution de la France et obéissant à des règles strictement définies dans le cadre de la directive sur les ressources propres, inclut la prise en compte
- a** de la dette publique
 - b** de la production des services financiers
 - c** de la production des administrations publiques
 - d** du travail bénévole
 - e** du travail domestique
 - f** du trafic de stupéfiants
- 29** - L'indicateur de développement humain, calculé par le Programme des Nations Unies pour le développement, fonde son calcul, pour chacun des pays, sur
- a** la production marchande
 - b** le niveau de vie
 - c** l'espérance de vie
 - d** l'espérance de vie sans incapacité
 - e** le niveau d'éducation
 - f** les inégalités
- 30** - On peut parler de cycles économiques dès lors que l'on constate
- a** des irrégularités dans l'activité économique
 - b** l'alternance de phases d'expansion et de récession
 - c** la survenance de crises économiques
 - d** la récurrence de crises économiques sur la base d'une certaine périodicité
 - e** qu'une bonne année succède systématiquement à une mauvaise
 - f** que l'activité économique est saisonnière
- 31** - Dans le cadre d'un cycle de Kondratieff, une phase de récession est supposée durer
- a** 3 à 4 ans
 - b** 3 à 5 ans
 - c** 7 à 11 ans
 - d** 15 à 25 ans
 - e** 20 à 30 ans
 - f** 40 à 60 ans
- 32** - La reprise de la croissance ne va pas obligatoirement de pair avec celle de l'emploi car
- a** la productivité du travail augmente continuellement
 - b** la productivité du travail diminue en période de chômage du fait des thésaurisations de main d'œuvre et augmente avec la reprise
 - c** la productivité du travail augmente en période de chômage du fait des thésaurisations de main d'œuvre et diminue avec la reprise
 - d** il se peut que la population active augmente
 - e** il se peut que la population active diminue
 - f** les chefs d'entreprise peuvent hésiter à embaucher par manque de confiance

- 33** - La définition du développement durable est un type de développement qui
- a** permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs
 - b** permettra de satisfaire les besoins du futur sans compromettre la possibilité pour les générations présentes de satisfaire les leurs
 - c** limite la satisfaction des besoins du présent dès lors qu'elle limite la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs
 - d** limite la satisfaction des besoins du futur dès lors qu'elle limite la possibilité pour les générations présentes de satisfaire les leurs
 - e** n'est pas fondé sur la croissance et donc permet d'interrompre le pillage des ressources naturelles
 - f** met en place un certain nombre de mesures permettant d'évoluer progressivement vers la décroissance
- 34** - Le rapport "Halte à la croissance", publié au début des années 1970 par le Club de Rome, préconisait
- a** la décroissance
 - b** l'utilisation de l'énergie nucléaire
 - c** d'organiser des conférences internationales sur les questions de développement durable
 - d** la croissance zéro
 - e** de faire évoluer l'économie vers un état stationnaire
 - f** d'accélérer la croissance dans les pays en développement
- 35** - Dans l'échelle d'équivalence habituellement utilisée, un nombre d'unités de consommation de 4,5 correspond à une famille de
- a** quatre adultes et un enfant
 - b** quatre adultes et un jeune de plus de 14 ans
 - c** deux adultes, trois jeunes de plus de 14 ans et cinq enfants de moins de 5 ans
 - d** deux parents et huit enfants dont trois ont plus de 14 ans
 - e** deux adultes, quatre jeunes de plus de 14 ans et trois enfants de moins de 5 ans
 - f** deux parents et sept enfants dont trois ont moins de cinq ans
- 36** - En 2015, en France métropolitaine, 43% des chômeurs déclarent être au chômage depuis un an ou plus et la moitié des chômeurs de longue durée sont au chômage depuis au moins deux ans. Ce qui signifie que
- a** le taux de chômage de courte durée est de 57%
 - b** le taux de chômage de longue durée est de 43%
 - c** le taux de chômage de longue durée est de 21,5%
 - d** 21,5% des chômeurs sont au chômage depuis au moins deux ans
 - e** le chômage de longue durée s'élève à 4,3%
 - f** le taux de chômage dit «de très longue durée» s'élève à 2,15%
- 37** - Les statistiques de patrimoine global en France fournissent les montants suivants, en euros : en 2010, patrimoine médian = 150200, seuil D1 = 2700, seuil D9 = 552300 ; en 2015, les montants respectifs sont : 158000, 4300 et 595700. On peut en conclure, en utilisant les calculs habituels, que les inégalités de patrimoine
- a** ont plutôt diminué entre 2010 et 2015
 - b** ont plutôt augmenté entre 2010 et 2015
 - c** ont augmenté d'à peu près un tiers entre 2010 et 2015
 - d** ont diminué d'à peu près un tiers entre 2010 et 2015
 - e** ont augmenté d'à peu près un tiers entre 2010 et 2015 du fait de l'accroissement des hauts patrimoines
 - f** ont diminué d'à peu près un tiers entre 2010 et 2015 du fait du resserrement du bas de la distribution

38 - On peut voir sur ce tableau que

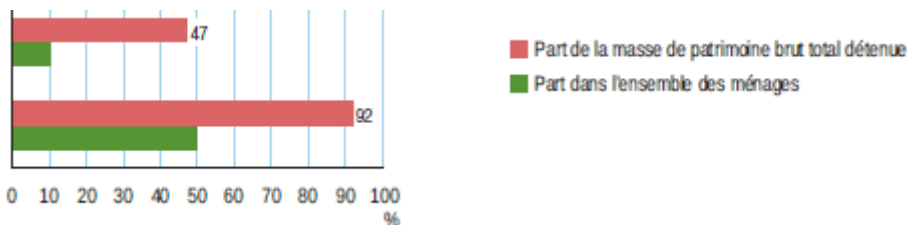
Taux de chômage selon le diplôme de 1 à 4 ans après la fin des études en %

	2003	2005	2013	2014
Diplômés du Brevet ou non diplômés	33,4	38,2	48,8	53,0
Diplômés du 2 ^e cycle du secondaire ¹	14,7	17,8	24,8	24,1
Diplômés du supérieur	10,0	9,5	10,7	11,5
Ensemble	15,2	16,6	20,4	20,1

1. Comprend les diplômés de BEP, CAP, baccalauréat et équivalents.
 Note : données réévaluées sur la période 2003-2012 suite au changement du questionnaire de l'enquête Emploi en 2013. Cette réévaluation ne permet pas de corriger d'éventuelles ruptures liées aux modifications du questionnaire sur la formation.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
 Source : Insee, enquêtes Emploi.

- a le taux de chômage des diplômés du supérieur est de 11,5% en 2014
- b le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme d'un second cycle du secondaire est de 24,1% en 2014
- c le taux de chômage des non diplômés est de 53% en 2014
- d la durée nécessaire pour trouver un emploi s'allonge durant la période 2003-2014 pour les jeunes, diplômés ou non
- e la durée nécessaire pour trouver un emploi s'allonge durant la période 2003-2014 pour les jeunes, diplômés ou non, en particulier pour les non diplômés
- f la durée nécessaire pour trouver un emploi s'allonge durant la période 2003-2014 pour les jeunes, diplômés ou non, en particulier pour les détenteurs d'un diplôme d'un second cycle du secondaire

39 - On peut voir sur cet histogramme,



intitulé "Répartition de la masse totale de patrimoine brut entre les ménages début 2015", concernant la France, que

- a 92% des ménages possèdent la moitié du patrimoine
- b 8% des ménages possèdent la moitié du patrimoine
- c 50% des ménages possèdent plus des neuf dixièmes du patrimoine
- d 50% des ménages possèdent même pas un dixième du patrimoine
- e 47% des ménages possèdent un dixième du patrimoine
- f 10% des ménages possèdent presque la moitié du patrimoine

40 - Les statistiques de revenus fournissent pour la France les données suivantes. En 2010, l'utilisation du seuil de pauvreté préconisé par l'UE, soit 1010 euros mensuels (en euros 2014), conduit au calcul d'un taux de pauvreté de 14% correspondant à 8,5 milliers de personnes pauvres dotées d'un revenu moyen de 818 euros mensuels (euros 2014). Les mêmes données pour 2014 sont respectivement : 1008 - 14,1% - 8,8 - 805. Ces données permettent de calculer que l'intensité de la pauvreté

- a était de 19% en 2010
- b était de 20% en 2014
- c était de 23% en 2010
- d était de 25% en 2014
- e a augmenté entre 2010 et 2014
- f a diminué entre 2010 et 2014

41 - Les comptes de la Nation publiés par l'Insee donnent pour 2012, en milliards d'euros, un PIB à prix courants de 2087 et un PIB aux prix de 2010 de 2044. Pour 2013, les mêmes données sont respectivement de 2115 et 2056. On peut, à partir de là, indiquer qu'en 2013, le taux de croissance en valeur a été de

- a 3,5%
- b 2,9%
- c 2,1%
- d 1,5%
- e 1,4%
- f 0,6%

- 42** - Les comptes de la Nation publiés par l'Insee donnent pour 2012, en milliards d'euros, un PIB à prix courants de 2087 et un PIB aux prix de 2010 de 2044. Pour 2013, les mêmes données sont respectivement de 2115 et 2056. On peut, à partir de là, indiquer qu'en 2013, le taux de croissance en volume a été de
- a** 3,5% **b** 2,9% **c** 2,1% **d** 1,5% **e** 1,4% **f** 0,6%
- 43** - En 2014, l'IDH mondial s'établit à 0,711. L'indice corrigé des inégalités est égal à 0,548. On peut en conclure que la perte de développement humain potentiel due aux inégalités est de
- a** 16,3% **b** 22,9% **c** 28,9% **d** 29,7% **e** 45,2% **f** 77,1%

- : - : - : - : - : -